

FO

N°2

Les cahiers de l'économie



Sommaire

03

Editorial

Dossier actualités économiques internationales et point de conjoncture française

04

Economie mondiale : des menaces qui s'accroissent

06

Etats-Unis : la guerre commerciale pour résoudre la crise sociale ?

08

Europe : Victime de la guerre commerciale, l'UE en proie aux divisions internes

10

France : Coup d'arrêt sur le marché de l'emploi

14

FOCUS sur les phénomènes de pauvreté

15

La pauvreté dans le Monde

16

La pauvreté dans l'Union Européenne

17

L'analyse de la hausse du taux de pauvreté en France

18

Le nombre de contractuels augmente dans l'ensemble de la Fonction publique

Abécédaire du vocabulaire éco

20

Pouvoir d'achat

23

Taux d'intérêt

25

Mots fléchés du militant FO



EDITORIAL



Rachèle Barrion
Secrétaire confédérale,
Secteur Économie et Service public

Chères et chers camarades,

le contexte économique international se durcit. Ralentissement durable de la croissance, intensification de la guerre commerciale, concurrence technologique et hausse spectaculaire des dépenses militaires : les tensions économiques et géopolitiques se nourrissent désormais les unes des autres. Dans ce nouvel environnement, l'économie mondiale apparaît de plus en plus fragmentée et instable.

Ce deuxième numéro des Cahiers de l'Économie propose d'éclairer ces évolutions. De la rivalité entre grandes puissances aux divisions internes de l'Europe, les équilibres économiques construits depuis des décennies se recomposent sous nos yeux. Derrière ces affrontements se joue une compétition pour les marchés, les ressources, les technologies et l'influence.

La France n'échappe évidemment pas à ces turbulences. La croissance reste faible, l'investissement productif stagne et l'industrie continue de perdre du terrain. Malgré les discours sur la réindustrialisation, les fermetures d'usines se poursuivent et le marché de l'emploi marque un coup d'arrêt. Dans ce contexte, les salariés paient une nouvelle fois le prix des déséquilibres économiques.

Cette situation a des conséquences sociales profondes. La pauvreté progresse, en France comme ailleurs, tandis que les politiques publiques sont de plus en plus contraintes par des logiques d'austérité. Dans le même temps, le recours croissant aux contractuels dans la Fonction publique témoigne d'une transformation silencieuse mais préoccupante de l'emploi public et du statut des agents.

Face à ces évolutions, comprendre les mécanismes économiques est plus que jamais indispensable. C'est l'ambition des Cahiers de l'Économie : apporter des clés d'analyse, nourrir la réflexion et éclairer les débats. Dans ce numéro, notre abécédaire du vocabulaire économique revient notamment sur deux notions au cœur des préoccupations des salariés : le pouvoir d'achat et les taux d'intérêt.

Plus que jamais, l'économie ne peut être laissée aux seuls experts ou aux marchés. Elle concerne directement les travailleurs, leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de vie.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Dossier actualités économiques internationales et point de conjoncture française

Economie mondiale : des menaces qui s'accumulent

L'économie mondiale est confrontée à une période d'incertitudes et de menaces aggravées par la politique mise en œuvre par Donald Trump. Il n'y a certes pas eu de récession en 2025, mais comme nous l'écrivions dans le premier numéro des « cahiers de l'Eco », le ralentissement économique se confirme et il est là pour durer. De décennie en décennie, les taux de croissance diminuent en lien avec l'épuisement global des gains de productivité.

Cette période est aussi marquée par une intensification de la guerre commerciale qui remplace l'ordre économique international mis en place depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En raison de la hausse des droits de douanes et malgré les nouveaux accords annoncés ces dernières semaines, la croissance du commerce mondial ralentit. Elle n'atteindrait plus que 2,6 % en 2026 contre 4,1% en 2025 selon les prévisions du FMI. De même, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont reculé pour la deuxième année consécutive selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Les investissements étrangers vers la Chine ont notamment reculé de 38% depuis 2022.

Dans ce contexte, la croissance du PIB mondial se maintiendra au même niveau en 2025 et 2026 qu'en 2024. Elle serait de 3,3% selon le FMI. Dans les pays développés, la croissance resterait médiocre avec 1,8% en 2026. Celle-ci étant largement tirée par les Etats Unis avec 2,1% de croissance en 2025 et 2,4% en 2026. En revanche, elle se situe plutôt autour de 1% dans la plupart des pays occidentaux : Europe, Japon, Australie et Canada... un niveau proche de la stagnation.

L'ensemble des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) connaissent également un ralentissement malgré des taux de croissance plus élevés. C'est le cas particulièrement de la Russie qui verra sa croissance divisée par 4 en deux ans. Elle passe de 4,3% en 2024 à 0,8% en 2026. L'Inde maintiendra une croissance élevée de 6,4%. Celle de la Chine s'établira à 4,5%, une croissance qui reste élevée malgré la crise de surproduction industrielle et l'éclatement de la bulle immobilière. L'après Covid ne s'est finalement pas concrétisé par un boom économique mais bien plutôt par une confirmation de la tendance dépressive de ces 40 dernières années.



Les espoirs se concentrent donc sur l'intelligence artificielle même si pour l'heure, nous ne voyons pas les gains de productivité. Cependant, la course à la suprématie technologique et aux profits aiguise la concurrence économique pour l'accès aux marchés et aux matières premières. Ainsi, afin de conserver sa position hégémonique sur l'économie mondiale, les Etats Unis ont intensifié la guerre commerciale : hausse des droits de douanes, protection des infrastructures et secteurs stratégiques, contrôle des investissements étrangers pour des raisons de sécurité nationale... Après de multiples hésitations et revirements, une trêve commerciale a finalement été trouvée avec la Chine. Malgré cela, les droits de douanes moyens américains demeurent plus de 5 fois plus élevés, en janvier 2026, qu'ils ne l'étaient un an auparavant.

Surtout, les rivalités économiques alimentent de plus en plus les rivalités militaires. Les conflits de haute intensité se multiplient dans le monde et la course aux armements s'accélère. Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2718 Mds de dollars en 2024, 20% de plus qu'en 2022, avec une domination écrasante des Etats Unis (37% du total) devant la Chine (12%) et la Russie (5,5%). L'essor des dépenses militaires comme débouché pour la production industrielle suscite l'espoir d'une relance de la croissance. Le désir de Trump est d'augmenter le budget du « ministère de la guerre » de 50% afin d'atteindre 1500 Mds de dollars dès 2027.

Part des dépenses militaires mondiales des 15 pays avec le plus haut niveau de dépenses en 2024

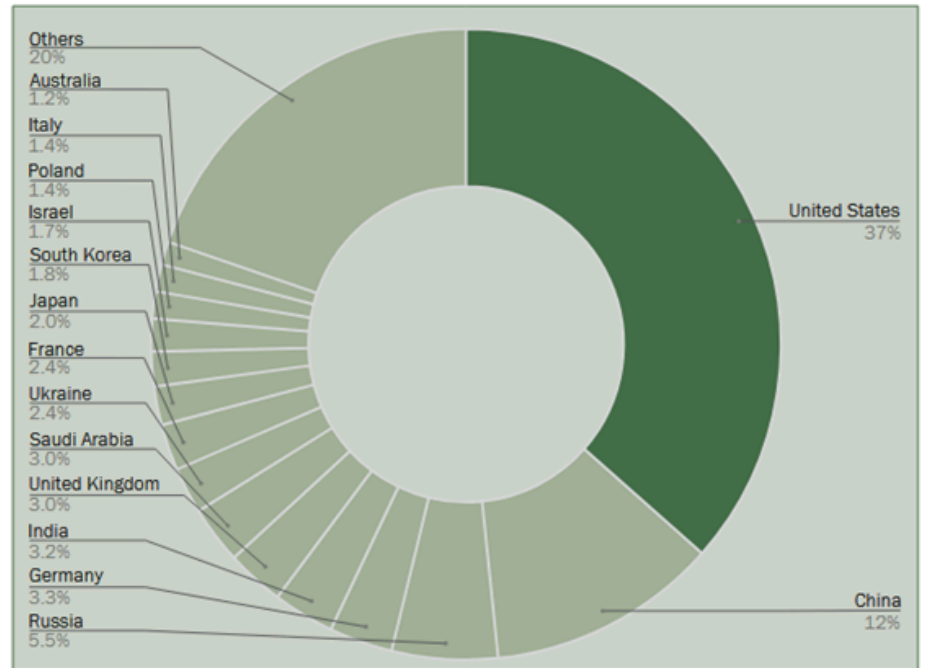


Figure 2. The share of world military expenditure of the 15 countries with the highest spending in 2024

Source: SIPRI Military Expenditure Database, Apr. 2025.

Les bombardements Israélo américains en Iran sont une étape supplémentaire vers une escalade plus générale au Moyen Orient avec son lot de conséquences économiques désastreuses. La riposte iranienne a provoqué la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transite 20% de l'approvisionnement de pétrole dans le monde et d'importants volumes de GNL. Le commerce maritime semble donc bloqué faisant flamber les prix du pétrole. En quelques jours, le baril de Brent a dépassé les 100\$, en hausse de plus de 65% depuis le début de l'année. Il faut remonter au mois de juillet 2022 pour retrouver ce niveau de prix. Il a même atteint 119 \$ lundi 9 mars avant de redescendre suite à l'annonce de libération des réserves stratégiques par les pays du G7. Il n'en demeure pas moins que la guerre provoque "la plus importante perturbation" de l'approvisionnement en pétrole de l'histoire selon l'agence internationale de l'énergie.

La perspective d'une guerre de longue durée augmenterait les coûts de production pour des pans entiers de l'économie mondiale. Les répercussions sur les chaînes industrielles sont déjà visibles : Ainsi, depuis le 2 mars l'arrêt de l'usine de GNL de Ras Laffan au Qatar a provoqué l'arrêt de plusieurs sites de production d'hélium, un gaz critique pour la fabrication de puces électroniques est réduite.

De même, de nombreux intrants pour la production d'engrais dépendent directement du gaz (ammoniac, urée) produits dans les pays du Golfe. Un quart des exportations d'hélium et un tiers du commerce maritime mondial d'engrais transitent par le détroit d'Ormuz. Un nouveau choc pétrolier relancerait inévitablement l'inflation et plongerait encore un peu plus l'économie mondiale dans la stagnation.

Etats-Unis : La guerre commerciale pour résoudre la crise sociale ?



A l'occasion de son discours au forum de Davos, le Président Donald Trump s'est vanté du succès de l'économie américaine. Les indicateurs macroéconomiques semblent confirmer ses propos. La hausse des droits de douane n'a pas (encore ?) provoqué de poussée inflationniste et la croissance économique reste bien supérieure à celle des autres pays développés. En 2025, le PIB a augmenté de 2.1% et il pourrait de nouveau augmenter de 2.4% en 2026 d'après le FMI. Ces chiffres masquent toutefois une crise sociale profonde que la politique économique de Donald Trump, malgré les promesses et beaux discours, va empirer.

Depuis plusieurs années, la société américaine souffre d'une crise sociale qui s'aggrave. Le salaire minimum fédéral s'élève à 7,25 dollars par heure, un niveau qui n'a pas été relevé depuis plus de 15 ans[1]. Malgré les promesses prises durant la campagne, les prix ont de leur côté très fortement augmenté. Le niveau général des prix se situe 25% au-dessus de celui de 2020. En janvier 2026, le taux d'inflation demeure à 2,4% sur un an, un niveau supérieur à la cible de 2% fixée par la FED.

L'appauvrissement touche donc des couches de plus en plus importantes de la population qui a du mal à payer les factures, les produits de première nécessité, et n'a pas les moyens de se nourrir sainement. L'alimentation est 18% plus chère qu'en janvier 2022. Quant aux prix de l'électricité, ils s'envolent avec la forte demande des centres de données pour l'IA. Ainsi, Open AI consomme à elle seule plus d'électricité que la Suisse et le Portugal réunis.

“ En janvier 2026, le taux d'inflation demeure à 2.4% sur un an

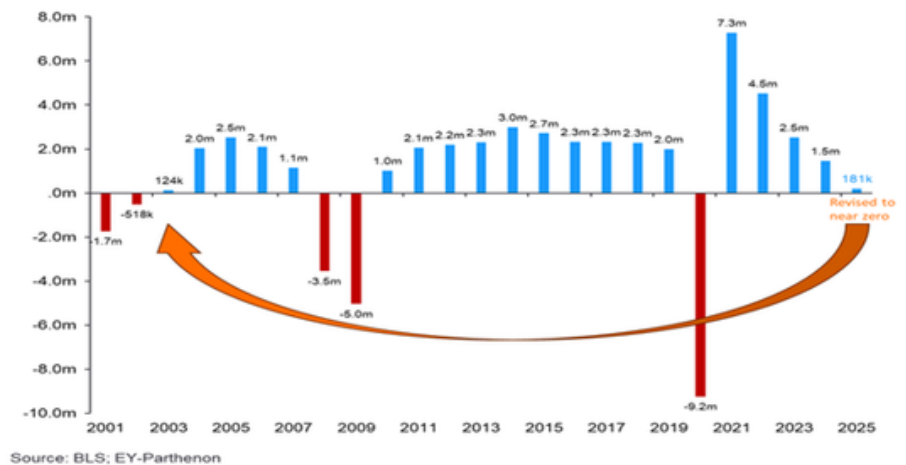
Avec un taux de chômage de 4,3 % seulement en janvier 2026, l'économie américaine est officiellement au plein emploi mais seule 60% de la population adulte a un emploi déclaré. C'est 15 points de moins qu'en Europe. De nombreuses personnes sont dans des emplois précaires, à temps partiel quand d'autres doivent s'arrêter de travailler pour s'occuper des enfants ou parce que la santé ne le permet plus. En outre, les nouvelles embauches sont au point mort. En 2025 seulement 181 000 emplois ont été créés contre près de 1,5 million en 2024, c'est le plus bas niveau hors récession depuis plus de vingt ans. Le ralentissement frappe notamment les emplois dans l'industrie, la construction, l'exploitation minière, le transport et les services publics où les suppressions d'emplois de fonctionnaires ont été drastiques. Contrairement à ce qu'affirme Donald Trump, la hausse des droits de douanes et les expulsions massives ne permettent pas de défendre l'emploi américain.

[1] De nombreux États ou villes ont cependant fixé des minima supérieurs au niveau fédéral



Year-over-year change in total nonfarm employment
2001 - 2025

Variation annuelle de l'emploi total hors agriculture 2001-2025



Compte-tenu du coup d'arrêt sur le marché de l'emploi, la productivité repartira légèrement en 2025, mais les salariés n'en profiteront pas. La part des revenus du travail dans le PIB a atteint son plus bas niveau depuis 1947, lorsque le BLS (Bureau Of Labor Statistics) a commencé à établir les mesures. Au troisième trimestre 2025, la part du travail dans le revenu national s'élevait à 53,8 %. En 2025, la moitié de la consommation totale américaine était donc assurée par les 10% les plus aisés contre 35% dans les années 90. Les classes moyennes et populaires ne voient pas les bénéfices de cette croissance « phénoménale » d'après Trump. Ils subissent au contraire une dégradation de leur condition matérielle dans ce que certains désignent comme une croissance en forme de K.

Soutenue par un réseau de milliardaires libertariens réclamant la fin de l'Etat providence, la présidence de Donald Trump risque d'aggraver le fossé séparant riches et pauvres. L'adoption de la loi budgétaire nommée « One Big Beautiful Act » en juillet 2025, en est une parfaite illustration. Cette loi prévoit une coupe dans les budgets de « Medicaid ». Elle réduit également la subvention publique aux tarifs d'assurances privées. Le programme de coupons alimentaires bénéficiant à 41 millions de personnes (1 américain sur 8) est également menacé par les économies.

Cela pour donner la priorité aux dépenses d'armement et de lutte contre l'immigration.

La loi prévoit par ailleurs 4500 Mds de baisses d'impôts, dont 20% au bénéfices des 1% les plus riches...

Pendant ce temps, les marchés financiers dopés par l'intelligence artificielle surfent sur une croissance insolente. Le S&P 500 a ainsi progressé de 18% en 2025, portant le marché des actions américaines à un niveau historiquement élevé. La plupart des investisseurs parient sur le boom de l'intelligence artificielle. Ces espoirs justifient les investissements colossaux dans les centres de données, les puces, semi-conducteurs et autres modèles d'IA. Ils ont atteint 400 Mds de dollars en 2025, en hausse de 50%. Ils dépassent désormais les investissements dans l'immobilier de bureau, et contribuent jusqu'à 1/3 de la croissance du PIB américain.

A eux seuls, Amazon, Meta, Alphabet et Microsoft prévoient déjà 600 Mds de dollars d'investissements en 2026. Ces entreprises dégagent d'énormes profits et pouvaient financer ces investissements gigantesques mais l'appétit du gain est insatiable ; elles s'endettent désormais à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de dollars. La banque JP Morgan estime que le montant d'investissement cumulés pourrait atteindre 7000 Mds de dollars d'ici 2030. Si ces investissements venaient à ne pas tenir leurs promesses, l'éclatement de la bulle pourrait entraîner l'économie dans la récession.

EUROPE : Victime de la guerre commerciale, l'UE en proie aux divisions internes

La croissance en Europe reste médiocre. Elle a atteint pour la Zone euro 1,4% en 2025 et devrait légèrement ralentir à 1,3% en 2026 selon le FMI. Mais tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Les pays du sud, ceux qui ont le plus subi la crise financière et autrefois considérés comme « mauvais élèves » bénéficient d'un rattrapage économique.

En 2025, la croissance du PIB atteint 2,8% en Espagne, 1,9% au Portugal et 2% en Grèce. L'Allemagne, plus grande économie européenne reste quant à elle engluée dans une crise profonde. Après deux années de récession, la croissance stagne en 2025 (+0.3%). Son industrie est frappée de plein fouet par la concurrence chinoise, la hausse des droits de douane, la forte appréciation de l'euro et l'interruption des livraisons de gaz russe suite à l'invasion de l'Ukraine. Pour sortir du marasme, le pays mise sur un plan de relance historique : 700 Mds d'euros prévus sur dix ans dans les infrastructures et le réarmement.

L'UE est confrontée à la concurrence chinoise de plus en plus féroce, que le Haut-Commissaire au Plan en France qualifie désormais de « menace quasi existentielle ». La montée en puissance de la Chine est telle qu'elle peut désormais concurrencer les entreprises européennes dans tous les domaines de l'industrie, y compris dans des secteurs de pointe : les batteries, les voitures électriques, les panneaux solaires, l'intelligence artificielle ou dans le domaine militaire. D'après un rapport du Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan, près de la moitié (55%) de la production manufacturière européenne se trouverait exposée à la concurrence chinoise avec des coûts de production inférieurs de 30%, 40% voire même 60%. Là encore, l'industrie allemande est en première ligne.





Mais c'est surtout la politique agressive de l'administration Trump qui change la donne. Les taxes douanières imposées à la Chine ont accéléré les exportations chinoises en Europe. Les Etats Unis sont aussi et surtout le principal débouché des exportations de biens de l'UE. Face à la guerre commerciale de Donald Trump, les Etats européens n'ont pas eu le choix : en échange de l'engagement militaire américain en Ukraine, ils ont été contraints d'accepter des droits de douane sur leurs exportations vers les Etats Unis. Le projet « d'accord » commercial conclu fin juillet prévoit donc un taux de 15 % sur la plupart des biens exportés vers les Etats Unis, de 50 % sur l'acier, l'aluminium et les produits dérivés. Les exportations des Etats Unis en Europe seront quant à elles exemptées. Il prévoit l'achat pendant trois ans par l'UE de pétrole et de gaz naturel aux États-Unis pour une valeur de 750 Mds de dollars et des investissements à hauteur de plus de 600 Mds de dollars aux Etats Unis. La mainmise économique sur le vieux continent se renforce.

L'Union Européenne cherche donc de nouveaux débouchés pour que les entreprises du continent déversent elles aussi leurs marchandises.

Le 9 janvier 2026 a ainsi été adopté par la majorité des pays membres, le traité de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur. Cet accord risque d'enfoncer encore plus le monde agricole dans la crise (élevage bovin, agro-alimentaires, abattoirs, producteurs laitiers) mais l'industrie automobile, aéronautique, les services, le luxe, la pharmacie pourront tirer profit de la plus faible compétitivité des pays latino-américains.

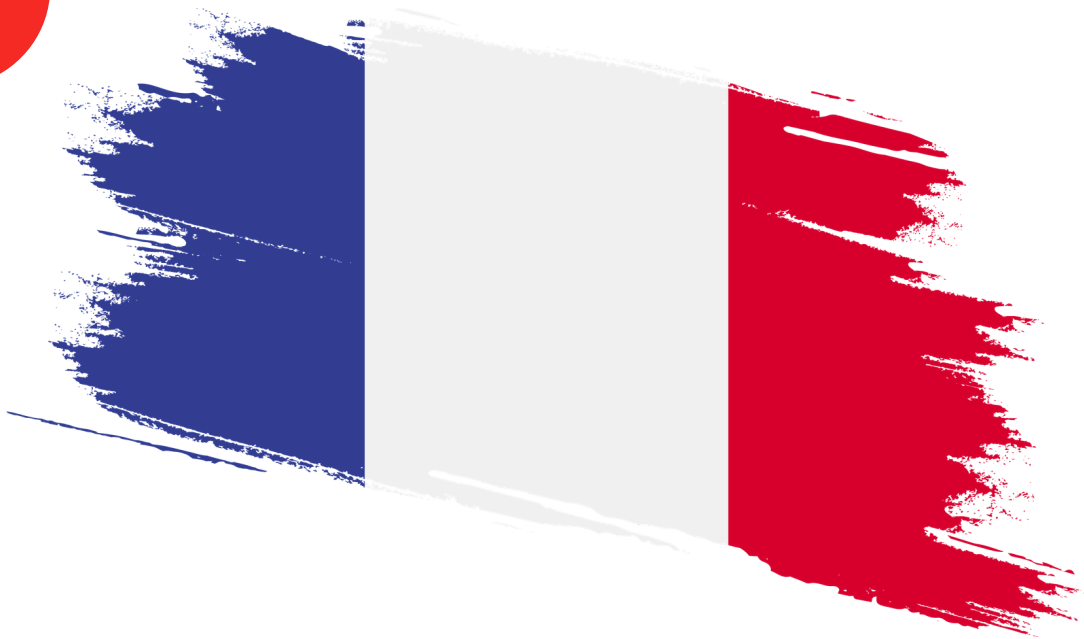
Le 27 janvier 2026, un autre accord a été adopté, cette fois avec l'Inde. Il prévoit notamment une baisse des droits de douane pour l'industrie automobile, l'aéronautique et les spiritueux européens.

En contrepartie, le marché européen devra s'ouvrir aux produits textiles, pharmaceutiques et à l'acier indien. La Commission européenne espère profiter de l'immense marché indien en croissance mais aussi des bas salaires chez les sous-traitants de l'industrie textile et pharmaceutique. Les dirigeants et milieux patronaux prompts à réclamer du protectionnisme contre la Chine, n'hésitent pas à négocier toujours plus de libre échange lorsque cela arrange les intérêts de tel ou tel secteur.

L'Union Européenne “ cherche donc de nouveaux débouchés pour les entreprises

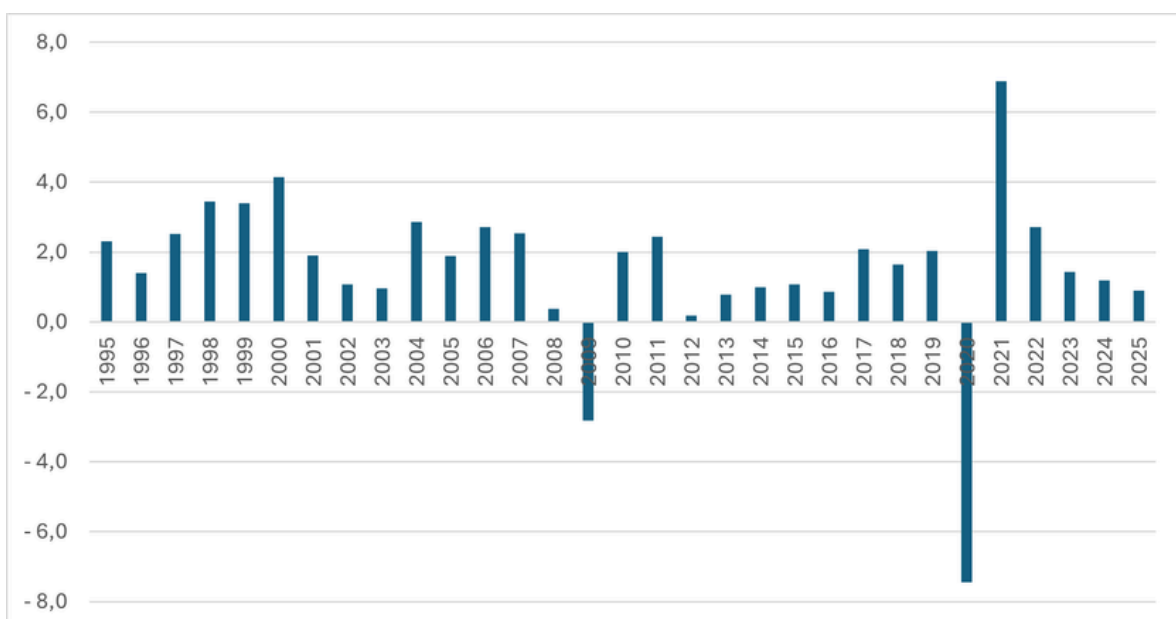
Les tensions économiques et militaires ont également pour conséquences d'attiser la concurrence entre Etats européens eux-mêmes. Derrière l'unanimité au sujet du réarmement, chacun défend sa propre industrie. La concurrence entre industriels français, italiens, allemands empêche la formation d'une véritable Europe de la défense. La France pousse en ce sens, souhaitant que les achats d'armes se fassent auprès d'industriels européens, et surtout français ! Elle pousse, en outre, pour accélérer l'intégration du marché européen, ce qui passe par l'union des marchés de capitaux, et un programme d'endettement commun. Mais l'Allemagne, principal soutien européen à l'Ukraine est tributaire de l'industrie militaire américaine. Elle ne souhaite pas de véritable « saut fédéral » préférant conserver les prérogatives de l'OTAN, de même que la Pologne et la Suède. Comme souvent dans ces situations chaque pays joue sa partition et défend ses propres intérêts.

FRANCE : Coup d'arrêt sur le marché de l'emploi



Malgré la panique relayée tout au long de l'année autour de l'incertitude causée par la crise politique, la croissance française semble avoir plutôt bien résisté en 2025. Elle aura finalement été de 0,9% en 2025, une des meilleures performance de la Zone euro. La croissance française a été portée par la bonne surprise du troisième trimestre (+0.5%) grâce aux exportations aéronautiques. Ces chiffres ne doivent toutefois pas tromper : La France comme la plupart des pays développés, connaît un ralentissement depuis de nombreuses années. Si on exclut l'année du Covid en 2020, c'est la plus faible croissance observée depuis 2016. Les prévisions de la Banque de France l'estiment à 1% pour 2026 et 2027 et guère mieux pour 2028 (1,1%). La politique de l'offre aura donc échoué à redresser la croissance.

Croissance du PIB réel par an en % 1995-2025

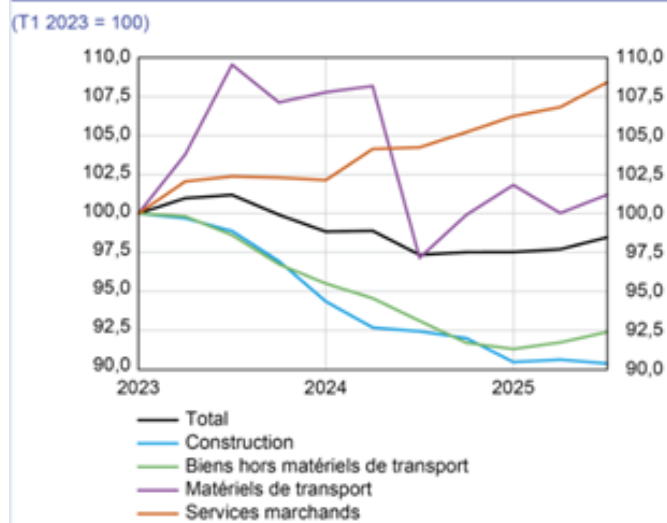


Source : Insee

La croissance du PIB est ralentie par la faible dynamique de la demande intérieure, et notamment par la consommation des ménages en berne. Cette dernière n'a quasiment pas augmenté (+0,4%) en 2025, les ménages préférant épargner par prudence ou par crainte de l'avenir, notamment avec la remontée du chômage. Ceci n'a rien d'une surprise compte tenu de la baisse des salaires réels ces trois dernières années. En conséquence, l'investissement des entreprises, largement dépendant des perspectives de débouchés offertes par la consommation stagne en 2025 après avoir déjà baissé de 2,4% en 2024. Il souffre également d'un coût du crédit encore élevé.

Finalement, la dynamique de l'investissement reflète bien l'orientation que prend l'économie française : L'investissement dans l'industrie manufacturière (-1,7%) et la construction (-0,6%) se contracte mais il augmente dans les services marchands (+4,3%), spécialement ceux dits « immatériels » (informatiques, édition de logiciels...). Portés par le boom de l'intelligence artificielle, les investissements dans les centres de données ont représentés à eux seuls la moitié de l'investissement industriel, avec toutefois très peu d'emplois créés à la clé.

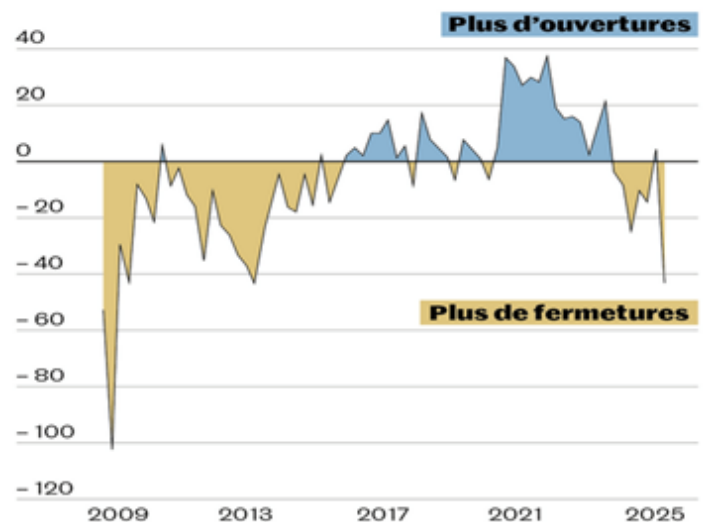
Graphique A : Investissement des entreprises non financières



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2025, calculs Banque de France.

Sous pression de la concurrence, l'industrie continue de s'enfoncer dans la crise. En 2025, le nombre de fermetures nettes d'usines atteint son niveau le plus élevé depuis 2013 selon les données publiées par le cabinet Trendéo. Sur l'année, la production de l'industrie manufacturière augmente tout de même (+0,6%) essentiellement grâce à l'aéronautique et la construction navale (+7%). Mais c'est l'arbre qui cache la forêt car le reste de l'industrie souffre : le bois, papier et imprimerie (-4%), la chimie (-3%), caoutchouc, plastique (-2,7%) ; l'industrie agroalimentaire (-1,4%), la métallurgie (-0,8%). Dans les faits, la réindustrialisation n'existe pas.

Solde trimestriel net des ouvertures et fermetures d'usines en France, en nombre d'usines



Infographie Le Monde

Source : Trendeo

L'économie française continue de perdre des parts de marché sur les marchés mondiaux. Les exportations françaises augmentent nettement moins vite que la demande des pays importateurs. L'Insee signale notamment une dégringolade de l'excédent commercial de produits agricoles et agroalimentaires qui atteint son « niveau le plus bas depuis le début des années 2000 ».

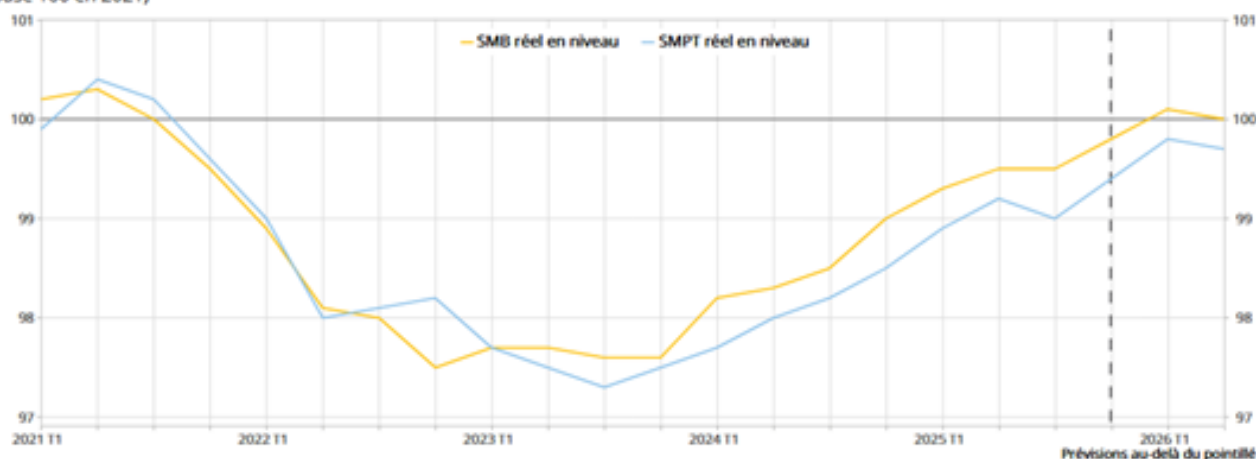
Finalement, la dépense publique demeure le moteur essentiel de la croissance, que ce soit à travers les services publics, l'investissement public ou les aides au secteur privé. Ainsi, en 2025 malgré les coupes budgétaires, les dépenses publiques continuaient de soutenir une demande intérieure en léthargie. Après avoir déjà apporté près de la moitié de la croissance en 2024, la dépense publique continue de contribuer, pour près de 40%, à la croissance du PIB en 2025. C'est pourquoi l'austérité, avec pour principale orientation la réduction des dépenses, est une impasse risquant d'aggraver les destructions d'emplois, la hausse du chômage et la chute du pouvoir d'achat des ménages, en particulier, des classes moyennes et populaires bénéficiant le plus de ces dépenses.

L'inflation en moyenne annuelle s'est établie à 0.9% en 2025, en recul par rapport à 2024 où elle s'élevaient encore à 2%. Ce n'est qu'un ralentissement de la hausse, lié à la baisse des tarifs réglementés de vente de l'électricité en 2025 (-11.9%).

Malgré cette baisse, les prix de l'électricité restent près de 24% au-dessus de ce qu'ils étaient en 2021... Les prix dans les services continuent eux d'augmenter à un rythme très élevé pour les ménages (+2,3% après été de 2.7% en 2024). Les loyers augmentent de 2,6%, les assurances de plus de 8%, les crèches et EPHAD de 4.1%... bien loin du recul annoncé. L'inflation est d'ailleurs repartie à la hausse en février 2026 (+1.1% contre +0,4% en janvier) à cause notamment d'une hausse des prix des produits frais alimentaires (+3,1%) et du tabac (+3%).

En 2025, la progression des salaires a ralenti avec l'inflation. Le salaire moyen par tête (SMPT) augmente et le salaire mensuel de base ont augmenté de 2%, permettant une légère hausse en termes réels. Après une forte baisse, les salaires rattrapent tout juste le niveau qu'ils avaient en 2021 au début de la crise inflationniste.

► 4. Niveaux réels* du salaire moyen par tête (SMPT) corrigé de l'effet chômage partiel et du salaire mensuel de base (SMB) (en base 100 en 2021)



* au sens de l'IPC - indice des prix à la consommation

Dernier point : deuxième trimestre 2026

Lecture : au deuxième trimestre 2024, le SMPT réel est de 98, rapporté à un indice en base 100 pour l'année 2021.

Champ : branches marchandes non agricoles.

Source : Dares, Insee.

Le marché de l'emploi connaît un net coup d'arrêt depuis un an. La multiplication des annonces de plans de licenciements en fin d'année 2024 s'est poursuivie en 2025, de même que la hausse des défaillances d'entreprises. Bien que la hausse ralentisse, la banque de France comptabilisait 68 296 défaillances d'entreprises en novembre 2025, en hausse de près de 5% sur un an. Par conséquent, le marché de l'emploi se porte mal : En 2025, il y'aurait eu 31 000 créations nettes d'emplois d'après l'Insee, entièrement portées par les emplois publics (+41 000 emplois).

Dans le secteur privé, les emplois diminuent (-10 000 emplois). C'est la deuxième année consécutive de baisse annuelle de l'emploi salarié dans le privé, ce qui révèle là encore le ralentissement économique à l'œuvre.

Ces chiffres s'expliquent par deux tendances de fond sur le marché du travail :

- le nombre de contrats d'alternance qui a porté la hausse de l'emploi en France depuis 2019, diminue désormais (-33 000 en 2025) et continuera de diminuer en 2026 d'après l'Insee. Ceci est dû aux coupes budgétaires sur l'apprentissage, et notamment la baisse de l'aide à l'embauche des apprentis.
- La hausse de l'emploi non salarié, en 2025, +70 000, notamment, porté par l'explosion du nombre de micro-entrepreneurs.



FOCUS

La pauvreté
dans le monde



La pauvreté dans le monde

En 2024, près de 700 millions de personnes dans le monde vivaient avec moins de 2.15 dollars par jour. Si la part des travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de moitié au cours de la dernière décennie, passant de 14,3 % en 2010 à 7,1 % en 2019 ; elle augmente de nouveau depuis touchant près d'une personne sur dix.

Pour les enfants la situation est pire encore : un sur six vit dans l'extrême pauvreté selon l'UNICEF et la Banque mondiale.

Cette situation a perduré sous l'effet des crises liées à la pandémie de la COVID-19, des conflits, des changements climatiques et des chocs économiques.

Selon le dernier rapport mondial sur la protection sociale 2024-2026[2], près de la moitié de la population mondiale (3.8 milliards de personnes) ne bénéficie d'aucun système de protection sociale et beaucoup d'autres sont insuffisamment protégés.



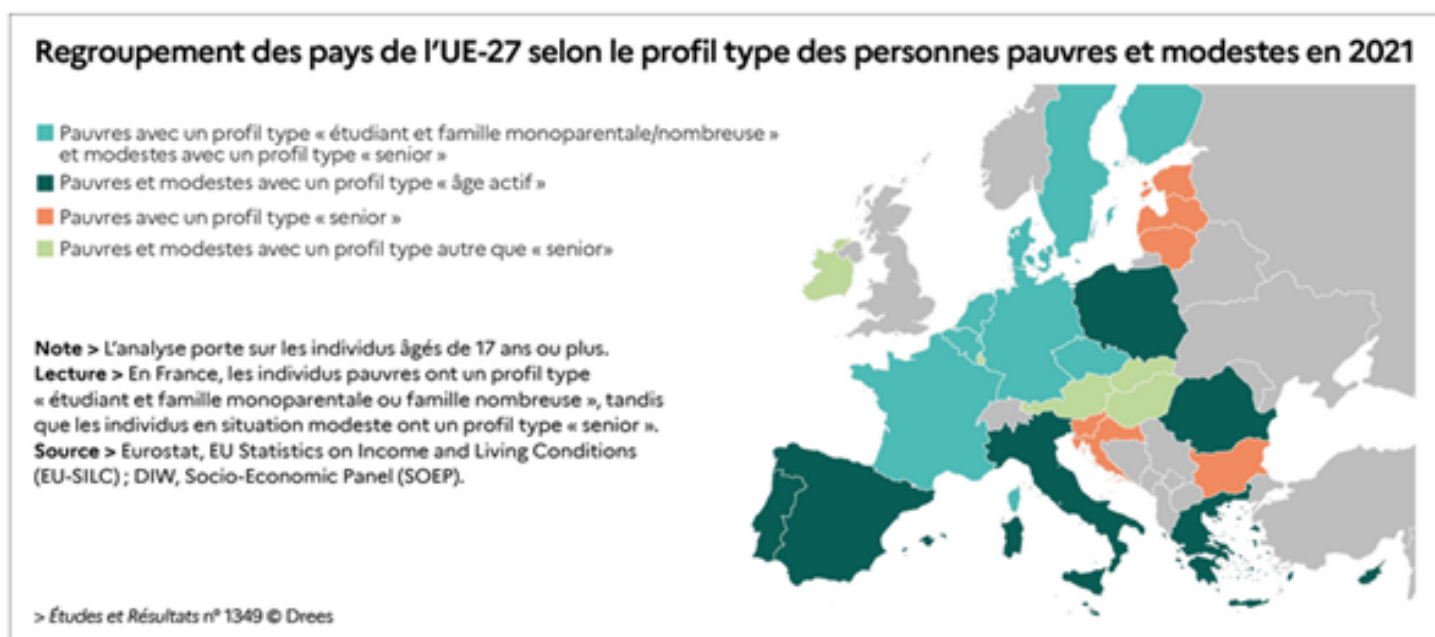
Afin d'éradiquer la pauvreté, les systèmes de protection sociale sont indispensables pour éviter que de nombreuses personnes ne basculent dans la pauvreté partout dans le monde.

Alors que les pays à revenu élevé consacrent en moyenne 16,2 % aux dépenses de protection sociale (hors santé), les pays à faible revenu n'allouent que 0,8 % de leur PIB à la protection sociale. L'Afrique subsaharienne compte la plus grande proportion d'enfants (40 %) vivant dans une extrême pauvreté, laquelle a connu l'augmentation la plus importante enregistrée durant la dernière décennie, passant de 54,8 % en 2013 à 71,1 % en 2022. Plus de la moitié des personnes vivant dans une extrême pauvreté sont des enfants, alors qu'ils ne représentent qu'un tiers de la population de la planète. Ils sont deux fois plus susceptibles que les adultes d'être issus de ménages très pauvres et de ne pas avoir accès à la nourriture, aux installations d'assainissement, à l'hébergement, aux soins de santé et à l'éducation dont ils ont besoin pour survivre.

La pauvreté dans l'Union Européenne

Selon Eurostat, 94,6 millions de personnes dans l'UE sont menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit 21,4 % de la population.

L'étude de la DREES parue en septembre 2025 constate que les taux de pauvreté monétaire (niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian) sont très variables en Europe avec une moyenne de 16,9 % dans l'UE-27, et 11,7 % considéré comme de condition modeste. Comme en France, les profils les plus vulnérables sont les familles monoparentales, les jeunes et étudiants, les chômeurs ou travailleurs précaires ou les étrangers et dans une moindre mesure les retraités.



La part la plus élevée des individus se trouvant en dessous du seuil de pauvreté se situe en Lettonie avec 23,4% de la population. Les pays du Sud et certains pays d'Europe de l'Est sont particulièrement touchés : l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Estonie dépassent les 20%. L'Europe de l'Est affiche toutefois des niveaux très différents en fonction des pays. Certains affichent même des niveaux particulièrement bas, tels que la Hongrie (12,6%), la Slovaquie (12,3%), la Slovénie (11,7%) ou la Tchéquie (8,6%).

Face à la persistance de la grande pauvreté, la Commission européenne a proposé une Stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. La CES plaide en faveur d'une stratégie européenne forte de lutte contre la pauvreté, qui servirait de cadre global à des initiatives cohérentes et ambitieuses visant à éradiquer la pauvreté et à garantir une économie sociale de marché équitable à travers une résolution adoptée en novembre 2025.

L'analyse de la hausse du taux de pauvreté en France

Le taux de pauvreté en France est inférieur à la moyenne de l'UE, la France se situe au 14^e rang avec un des taux de pauvreté les plus faibles devant l'Italie (18,9%) ou l'Espagne (20,2%). Notre modèle social de redistribution joue un rôle décisif dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi, selon l'Insee, la redistribution élargie (impôts, cotisations, services publics) bénéficie à près de six français sur dix.

Toutefois, ce modèle est remis en cause ces dernières années et la pauvreté augmente. En 2023, 15,4% de la population française (Hors DOM) vivait sous le seuil de pauvreté, son plus haut niveau depuis 30 ans. Cela concerne 9,8 millions de personnes, un demi-million de plus qu'en 2022...

Cette évolution découle notamment de la précarisation de l'emploi, (5,4 millions de personnes sont en sous-emploi ou dans le halo du chômage), des réformes de l'assurance chômage ou retraite, de l'absence d'indexation des salaires et minimas sociaux sur l'inflation aggravant ainsi la situation des ménages déjà modestes. Cette augmentation de la pauvreté s'explique aussi par le contexte inflationniste ces dernières années, la prolifération des micro-entrepreneurs, la fin des aides exceptionnelles.

A ce propos, un avis du CNLE[1] où sont représentées les organisations syndicales a dénoncé la réforme du RSA et notamment le décret 2025-593 du 30/05/2025 sur le régime des sanctions du RSA.

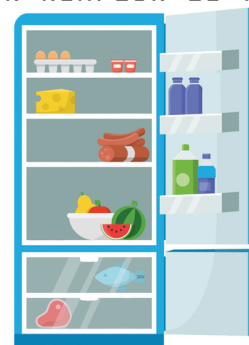
Ce décret peut entraîner la suppression du RSA dès le premier manquement bafouant les principes de proportionnalité et de non-discrimination. Rappelons que le RSA d'un montant de 646,52 euros pour une personne seule se situe déjà sous le seuil de pauvreté monétaire. FO considère que cette réforme de régime de sanctions va par ailleurs à l'encontre des droits de l'homme prévoyant des moyens visant à garantir un revenu suffisant (Article 11 du PIDESC) et au préambule de la constitution française de 1946.

Pour FO, seules des politiques sociales ambitieuses d'accompagnement et d'insertion, d'augmentation significative des salaires et minimas sociaux et de renforcement des services publics sur tout le territoire permettront de lutter efficacement contre l'exclusion et la précarité.

FO

**SALAIRES, SMIC,
RETRAITE, POINT D'INDICE,
MINIMA SOCIAUX...**

ET POUR REMPLIR LE FRIGO ?



**L'augmentation
des salaires,
c'est maintenant !**

Le nombre de contractuels augmente dans l'ensemble de la Fonction publique

Une nouvelle publication de l'Insee vient confirmer le recours croissant aux contractuels dans la Fonction publique :

- +2,6 % en 2024, soit 35 900 agents supplémentaires tous versants confondus (après +4,9 % en 2023). Comme l'année dernière, c'est la principale composante de la hausse globale de l'emploi public en 2024. Dans le même temps le nombre de fonctionnaires (y compris militaires) diminue légèrement (-0,1%).
- La hausse est plus modérée dans la FPH (+0,8 %) que dans la FPT (+2,6 %) et dans la FPE (+3,5 %), où elle tient notamment à l'augmentation des effectifs d'AESH, fonction pour laquelle il n'existe pas de statut de fonctionnaire.
- En 2024, 5,9 millions d'agents travaillent dans la Fonction publique, dont désormais 24,0 % sont contractuels, 7,6 points de plus qu'il y a dix ans.

Plus d'un agent public sur quatre de la FPT (26%) est contractuel. Cette part est un peu moins élevée dans la FPE (23 %) et dans la FPH (22 %) et la hausse des effectifs dans la FPE est, de fait, portée par les contractuels (+3,5 %).

► 3. Caractéristiques des salariés par versant de la fonction publique en 2024

Caractéristiques	Fonction publique de l'État (FPE)	Fonction publique territoriale (FPT)	Fonction publique hospitalière (FPH)	Ensemble de la fonction publique
en %				
Statut				
Fonctionnaires	58,1	69,5	66,2	63,8
Contractuels	23,2	26,4	21,7	24,0
Militaires	12,1	///	///	5,3
Bénéficiaires de contrats aidés	0,1	1,0	0,1	0,4
Autres catégories et statuts	6,5	3,0	12,1	6,5
Catégorie¹				
Catégorie A	54,5	13,1	46,1	38,4
Catégorie B	24,9	14,9	28,3	22,1
Catégorie C	17,9	70,0	24,8	37,4
Indéterminée	2,7	2,0	0,7	2,0
Âge				
De 15 à 24 ans	7,0	5,7	6,1	6,4
De 25 à 34 ans	19,7	14,1	23,7	18,6
De 35 à 49 ans	37,7	35,8	38,0	37,1
50 ans ou plus	35,6	44,4	32,2	37,9
Temps de travail				
Temps partiel ²	13,9	19,6	15,8	16,3

/// : absence de résultats due à la nature des choses.

¹ Une catégorie hiérarchique a été attribuée aux non-titulaires selon leur code grade et tous les bénéficiaires de contrats aidés sont classés ici en catégorie C.

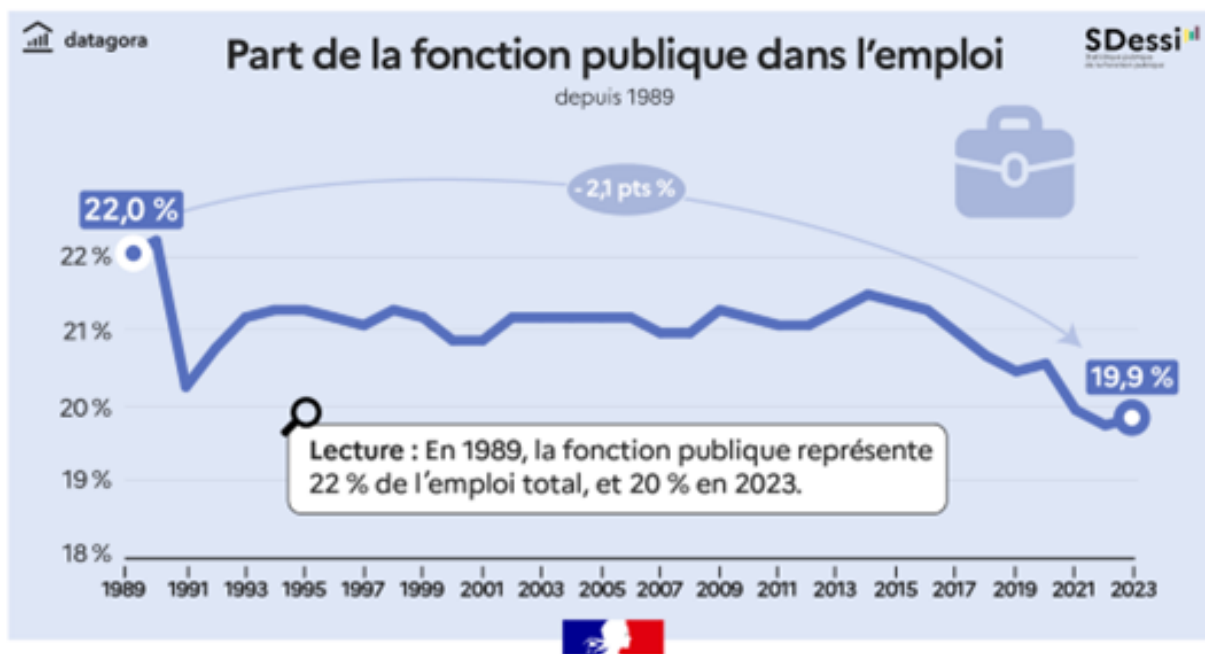
² Inclut les temps non complets et incomplets.

Lecture : Fin 2024, dans la fonction publique hospitalière, 66,2 % des agents sont fonctionnaires.

Champ : France hors Mayotte, postes principaux au 31 décembre, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, Système d'information sur les agents des services publics (Siasp).

Depuis près de 40 ans, la part de la Fonction publique dans l'emploi total baisse. Cette baisse masque néanmoins une explosion du nombre de contractuels ces vingt dernières années tandis que le nombre de fonctionnaires diminue année après année.



Source DGAFP

Abécédaire du vocabulaire économique

« Pouvoir d'achat »

Le pouvoir d'achat mesure la quantité de biens et de services que les ménages peuvent acheter avec leur revenu. L'Insee utilise pour cela la notion de revenu disponible brut (RDB) qui tient compte de l'ensemble des revenus des ménages (pas seulement les salaires !).

Il correspond donc aux revenus d'activités (salaires, primes, revenus des indépendants), des revenus du patrimoine (intérêts, loyers, dividendes) et des prestations sociales (retraites, indemnités chômage, minima sociaux) auxquels on soustrait les impôts directs et les cotisations sociales.

Figure 1 – Les principales composantes du revenu disponible des ménages

	en milliards d'euros		
	2019	2024	Évolution
Les revenus d'activités	1 384	1 675	21,0%
Les rémunérations	1 267	1 536	21,3%
Les revenus des entrepreneurs individuels	117	138	18,2%
Les revenus du patrimoine	302	418	38,3%
Les revenus financiers reçus (nets des versés)	93	149	60,2%
L'excédent brut des ménages (*)	209	269	28,5%
Les prestations sociales en espèce (dont retraites)	522	631	21,0%
Les prélèvements obligatoires (directs)	-720	-853	18,5%
Les cotisations sociales	-470	-572	21,7%
Les impôts (directs)	-250	-281	12,5%
Autres	-12	-10	-19,3%
Revenu disponible brut	1 476	1 861	26,1%

(*) principalement les loyers réels et imputés reçus par les ménages (nets des coûts), mais aussi les jardins familiaux ou encore des activités de construction que les ménages réalisent eux-mêmes.

Source : Insee, comptes de la nation – base 2020

Pour obtenir le pouvoir d'achat, le revenu disponible brut est divisé ensuite par l'indice des prix à la consommation (IPC). Cela permet de mesurer son évolution, c'est-à-dire l'écart entre l'évolution des revenus et l'évolution des prix. Si le revenu disponible progresse plus vite que les prix, alors le pouvoir d'achat augmente en moyenne ; dans le cas contraire, il diminue.

Comment le pouvoir d'achat a-t-il évolué ?

Il y'a en réalité plusieurs réponses à cette question puisqu'on peut calculer le pouvoir d'achat pour des catégories différentes de la population. Le pouvoir d'achat peut très bien se calculer à l'échelle individuelle, pour chaque personne résidant en France, à celle du ménage ou encore par unité de consommation. Cette dernière est la version la plus courante et la plus médiatisée. En effet, avec le vieillissement de la population et la baisse de la fécondité, la composition et le nombre de personnes par ménages diminue. Calculer le pouvoir d'achat par unité de consommation revient à mesurer son évolution comme si la taille et la composition des ménages restaient constantes.

On peut enfin choisir de ne retenir que certains revenus (salariés du privé par exemple), ou encore certaines dépenses. L'Insee calcule, par exemple, le pouvoir d'achat du revenu arbitral après avoir soustrait les dépenses contraintes.

Le pouvoir d'achat comme tout indicateur n'est pas le reflet d'une réalité parfaitement objective. Il n'a pas vocation à être plus pertinent que le ressenti des ménages qui peut parfois (souvent même) être très différent. Par construction, la mesure du pouvoir d'achat est une moyenne englobant les ménages riches comme pauvres, les actionnaires comme les salariés etc...

Entre 1995 et 2024, le pouvoir d'achat de revenu disponible brut a augmenté de 35%.

Cette hausse masque un ralentissement des gains de pouvoir d'achat au cours des 30 dernières années. Entre 1995 et 2005, le pouvoir d'achat augmentait en moyenne de près de 19%. Les gains ont sérieusement ralenti lors de la décennie suivante, le pouvoir d'achat n'augmentant plus que de 4% entre 2005 et 2015. Un ralentissement lié aux politiques d'austérité menées après la crise financière. Depuis 2015, on peut observer une reprise. La croissance a été de 10% entre 2015 et 2024.



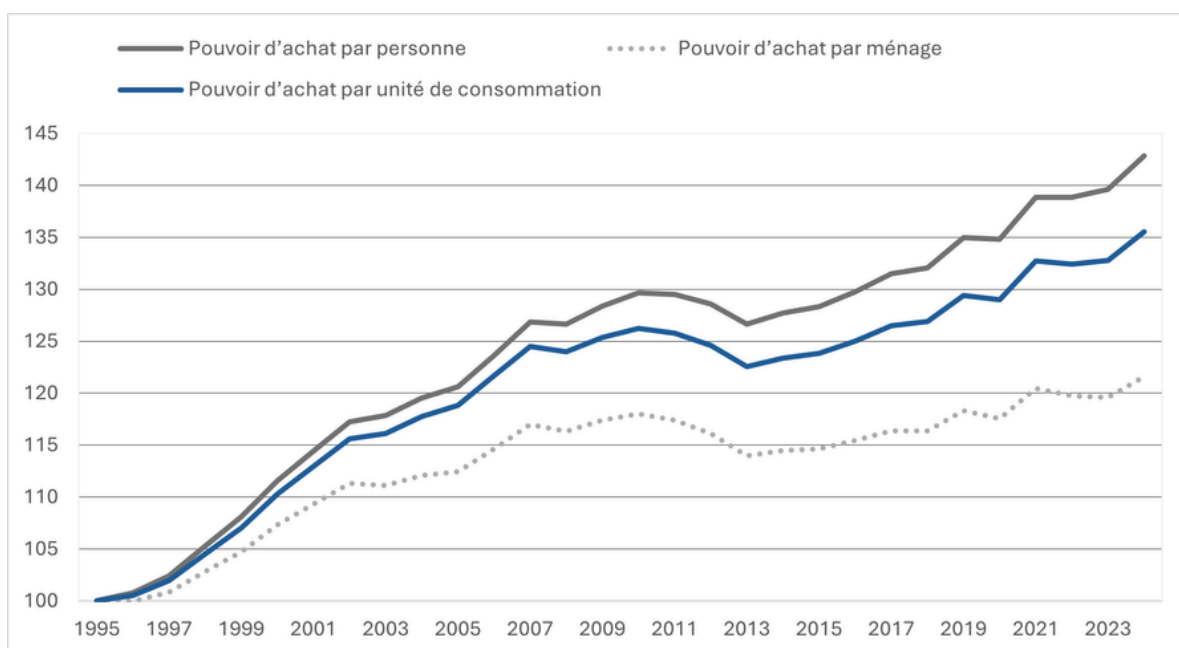
Toutefois, il a très peu augmenté depuis la pandémie. Entre 2021 et 2025, la croissance moyenne du pouvoir d'achat est de 0,5% par an, une hausse médiocre similaire à celle que l'on observait après la crise financière. Surtout, ces faibles gains sont largement dus à l'augmentation des revenus du patrimoine (dividendes, intérêts, loyers) qui ont augmenté de plus de 20% sur la même période, tandis que les salaires ont vu leur pouvoir d'achat baisser.

En d'autres termes, les inégalités ont augmenté : les revenus de la rente ont été protégés de l'inflation tandis que les prestations sociales ont baissé en termes réels. En 2025, l'Insee indique une stagnation du pouvoir d'achat (+0,1%), ce qui constitue un net coup d'arrêt après les années de reprise post pandémie.

Croissance du pouvoir d'achat depuis 30 ans

	1995-2005	2005-2015	2015-2025
Taux de croissance du pouvoir d'achat en moyenne	18.8%	4.2%	9.4%
Taux de croissance annuel moyen	1.7%	0.4%	1.0%

Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut depuis 1995 (Base 100 en 1995)



Source : Insee, comptes de la nation – base 2020

« Taux d'intérêt »

Le taux d'intérêt est de manière courante ce que l'on peut appeler le prix de l'argent dans le temps : c'est-à-dire, la somme qu'un emprunteur doit payer en plus du capital emprunté. C'est aussi la rémunération de l'épargne lorsqu'elle est placée sur certains produits financiers. Ainsi il est courant de devoir payer des intérêts sur un crédit à la consommation ou au logement ; et d'en recevoir sur les placements bancaires (livret A, assurance vie) et obligations.

- En empruntant 1000 euros avec un taux d'intérêt de 5 %, l'emprunteur devra rembourser 1050 euros après un an. Les intérêts seront de 50 euros.
- En épargnant 1000 euros sur un livret A au taux d'intérêt de 2%, l'épargnant recevra 20 euros après un an.

Comme il existe des prix différents pour une multitude de produits, il existe de nombreux taux d'intérêt qui se déterminent sur le marché selon le type de produit financier, le montant de la somme empruntée, la durée de l'emprunt et le risque de l'emprunteur. Mais ce sont les banques centrales comme la banque centrale européenne et la Réserve Fédérale aux Etats Unis qui définissent les taux directeurs.

Ces taux sont un plancher minimum qui déterminent tous les autres. Ainsi les banques peuvent au quotidien emprunter auprès des banques centrales au taux directeur. Elles le répercutent à leur tour à leurs clients, notamment les ménages et les entreprises. Les taux directeurs sont donc un outil de la politique économique.

- En théorie lorsque la banque centrale augmente ses taux directeurs, les banques se financent plus cher. Elles augmentent alors les taux des crédits immobiliers, des prêts à la consommation et à l'investissement, ce qui est supposé réduire la demande globale dans l'économie. Les banques centrales augmentent les taux pour résorber l'inflation.
- A l'inverse, si l'inflation est trop basse, les banques centrales diminuent le taux directeur ; les taux d'intérêt des banques commerciales baissent ; le coût du crédit devient moins cher pour les ménages et les entreprises qui peuvent emprunter plus, donc consommer et investir davantage ; l'activité s'accélère, tout comme le rythme de l'inflation.



En pratique, les choses se passent différemment. Après la crise financière de 2008, les banques centrales essayèrent de faire repartir la machine en abaissant les taux d'intérêt. Malgré leur baisse à un niveau proche de zéro, la production n'est repartie que péniblement et faiblement. L'inflation a aussi ralenti, restant durablement inférieure à la cible que se fixent généralement les banques centrales.

L'exemple classique est celui de la Banque du Japon, où les taux directeurs ont été maintenus à zéro, entraînant malgré tout une déflation des prix.

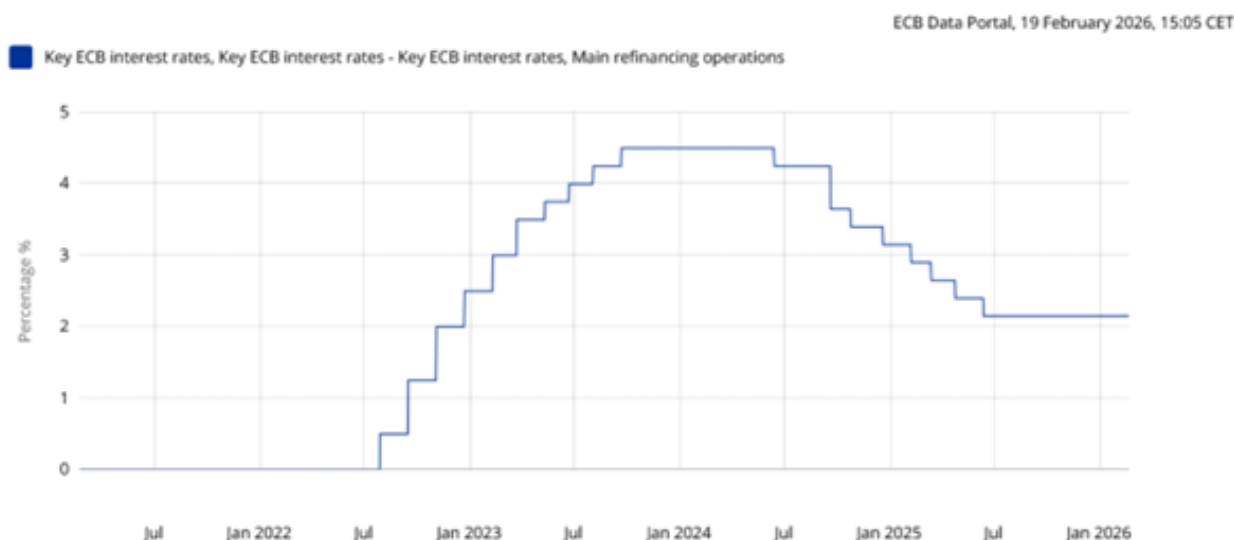
Puis vint la crise inflationniste à la sortie de la pandémie de Covid. A partir de 2022, les banques centrales ont alors cherché à combattre l'inflation par la politique monétaire. Elles ont entamé une augmentation des taux d'intérêt dans le but de réduire la demande.

En effet, selon l'économie orthodoxe, l'inflation est causée par une demande excessive par rapport à la production. Dans une économie en surchauffe et proche du plein emploi, les salaires augmenteraient trop vite, ce qui pousse à nouveau les prix à la hausse.

La hausse des taux d'intérêt doit alors servir à réduire la demande et faire monter le chômage. Il s'agit de réduire le pouvoir de négociation des salariés afin de limiter la progression des salaires – éviter la prétendue boucle prix-salaires... La hausse des taux d'intérêt aboutit à faire payer l'inflation aux travailleurs !

Prétextant le recul de l'inflation, Donald Trump réclame désormais de la Réserve Fédérale qu'elle abaisse les taux. Il a proposé Kevin Warsh pour remplacer Jérôme Powell dont le mandat prend fin en juin. Sa nomination doit encore être validée par le Sénat. Toutefois avec la guerre au Moyen orient qui se prolonge, il y a peu de chances que la FED abaisse ses taux dans les prochains mois.

Evolution du taux d'intérêt directeur en Zone Euro en %



Source: European Central Bank (ECB)



Mots croisés du militant FO

Spécial Fonction publique

Définitions

1 - Base de calcul des rémunérations des agents, longtemps gelée (3 mots)

3 - Il y en a 3 dans la Fonction publique.

3 bis - Premier employeur de France

5 - Agents bénéficiant du Statut de la Fonction publique

5 bis - Contrat précaire utilisé dans les trois versants

7 - Enjeu majeur face aux difficultés de recrutement

9 - Reconnaissance de la difficulté de certains métiers

9 bis - Du travail, civil, napoléonien ou général de la Fonction publique

11 - Socle juridique garantissant indépendance et neutralité

11 bis - Changements d'affectation des agents

13 - Régime complémentaire des contractuels publics

13 bis - Titulaires ou contractuels, ils incarnent le Service public

15 - Qualifie la Fonction des trois versants

15 bis - Texte financier déterminant les moyens des administrations

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
11															
12															
13															
14															
15															

FO



SECTEUR DE L'ECONOMIE
ET DU SERVICE PUBLIC

MARS 2026